



NON À LA MODIFICATION DE
LA LOI SUR LES ZONES DE
DÉVELOPPEMENT (LGZD)

NON À UN
URBANISME
ANTI-DÉMOCRATIQUE



solidarités



RASSEMBLEMENT
POUR UNE POLITIQUE SOCIALE
DU LOGEMENT



MODIFICATION DE LA LOI SUR LES ZONES DE DÉVELOPPEMENT (LGZD)

NON À UN URBANISME DÉTOURNÉ DE L'INTÉRÊT COLLECTIF, À LA MERCI DES INTÉRÊTS DES PROPRIÉTAIRES FONCIERS!

Que prévoit cette loi ? La loi est issue d'un contreprojet à l'initiative 176 portée par l'association des propriétaires de villas « Pic-Vert ». Elle prévoit que les propriétaires des parcelles concernées par un projet immobilier, qu'ils ou elles soient ou non domicilié-e-s dans la commune, se verraient octroyer un droit à obtenir une votation communale sur un Plan localisé de quartier (PLQ), sans avoir à passer par la récolte de signatures usuelle. La loi introduit un droit politique lié au seul droit de propriété. C'est une première en Suisse depuis l'abolition du vote censitaire !

3 RAISONS DE VOTER NON À CETTE LOI



Antidémocratique • Cette loi octroie des droits politiques exorbitants et des privilèges à des propriétaires en matière de plans localisés de quartier : leur voix comptera plus que celles d'autres citoyen-ne-s, indépendamment de leurs droits civiques !



Réduction de la qualité des quartiers • Cette loi favorise les intérêts privés des propriétaires de parcelles dans la planification urbaine au détriment de l'intérêt public, notamment en termes d'espaces publics et de nombre de logements !



Menace sur les logements abordables • Cette loi menace la mise à disposition de logements à loyers modérés et en diminuera la qualité.